

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/32562]

29 AOUT 2021. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature vise à modifier l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (ci-après dénommé « arrêté royal du 23 septembre 1992 »).

Les modifications proposées sont relatives à la comptabilisation des opérations de couverture du risque de taux mises en œuvre par les établissements de crédit. Cette matière est régie par l'article 36bis de l'arrêté royal du 23 septembre 1992.

Dès 1993, la Commission Bancaire et Financière (ci-après « la CBF ») a, en tant qu'autorité de contrôle prudentiel, accordé aux établissements qui en faisaient la demande, des dérogations individuelles à l'article 36bis, afin de leur permettre d'adopter une méthode de comptabilisation dérogatoire spécifique pour (notamment) les opérations à terme de taux d'intérêt (macro-couverture) conclues dans le cadre de la gestion ALM (Assets and Liabilities Management). La politique suivie par la CBF en cette matière a été décrite dans ses rapports annuels 1992-1993 et 1993-1994. Ce régime de dérogations individuelles a été poursuivi à partir de 2011 par la Banque nationale de Belgique en tant qu'autorité de contrôle prudentiel dès ce moment. En 2014, la Banque nationale de Belgique a renforcé le cadre de ce régime dérogatoire au travers d'une lettre uniforme du 18 novembre 2014 (complétée par une lettre uniforme du 29 décembre 2015). Cette lettre uniforme de 2014 prévoyait le maintien des dérogations accordées avant cette date mais uniquement jusqu'au 31 décembre 2021 (grandfathering – reporté ensuite à 2022). Les nouvelles dérogations accordées après la publication de la lettre uniforme de 2014 ont été soumises à des conditions plus strictes, particulièrement en matière de tests d'efficacité de la couverture pour lesquels la Banque nationale de Belgique a introduit des références ciblées à la norme comptable internationale IAS 39, Instruments Financiers. La Banque nationale de Belgique a également limité les dérogations aux opérations de couverture réductrices du risque de taux (dans le cadre ALM) et aux opérations intra-groupes de couverture du risque de taux conclues en tant que composante d'une titrisation effectuée dans le cadre de la gestion du risque de liquidité avec un véhicule consolidé par l'établissement de crédit. Dans l'intervalle, la norme précitée IAS39 a été remplacée par la norme comptable internationale IFRS9 (Instruments Financiers), laquelle laisse toutefois

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/32562]

29 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging (hierna "koninklijk besluit van 23 september 1992" genoemd).

De ontwerpwijzigingen hebben betrekking op de boeking van de door kredietinstellingen uitgevoerde verrichtingen ter dekking van het renterisico. Deze materie wordt geregeld door artikel 36bis van het koninklijk besluit van 23 september 1992.

Vanaf 1993 verleende de Commissie voor het Bank- en Financiewezen (hierna "de CBF" genoemd) als toenmalige prudentiële toezichthouder individuele afwijkingen van artikel 36bis aan instellingen die daarom verzochten, om hen in staat te stellen een specifieke afwijkende boekhoudkundige methode toe te passen voor (met name) termijnreventverrichtingen (macrodekking) die in het kader van het ALM-beheer (Assets and Liabilities Management) worden afgesloten. Het beleid dat de CBF op dit gebied volgde is beschreven in haar jaarverslagen 1992-1993 en 1993-1994. Dit systeem van individuele afwijkingen werd vanaf 2011 voortgezet door de Nationale Bank van België, die toen de prudentiële toezichthouder is geworden. In 2014 heeft de Nationale Bank van België het kader voor deze afwijkingsregeling versterkt via een uniforme brief van 18 november 2014 (aangevuld met een uniforme brief van 29 december 2015). Deze uniforme brief van 2014 voorzag in de handhaving van de vóór die datum toegestane afwijkingen, maar slechts tot 31 december 2021 (grandfathering - later uitgesteld tot 2022). Voor de afwijkingen die na de publicatie van de uniforme brief van 2014 werden verleend, werden er strengere voorwaarden opgelegd, in het bijzonder wat betreft de tests inzake de effectiviteit van de dekking, waarvoor de Nationale Bank van België gerichte verwijzingen naar de internationale boekhoudnorm IAS 39, Financiële Instrumenten, heeft ingevoegd. Voorts heeft de Nationale Bank van België de afwijkingen beperkt tot dekkingsverrichtingen die het renterisico verminderen (in het kader van ALM) en tot intragroepsverrichtingen ter dekking van het renterisico die worden afgesloten als onderdeel van een effectivering die wordt uitgevoerd in het kader van het beheer van het liquiditeitsrisico met een door de kredietinstelling geconsolideerd vehikel worden afgesloten. Ondertussen werd de voornoemde IAS39 vervangen door de internationale boekhoudnorm IFRS9 (Financiële

l'option de poursuivre l'application de la norme IAS39 en ce qui concerne la comptabilité de couverture des instruments financiers (hedge accounting). Il convient à cet égard de se référer à la version de la norme IAS39 telle qu'adoptée par la Commission Européenne, pour application en Europe (avec « carve out »).

Le présent arrêté vise à consacrer par voie réglementaire la pratique comptable développée sous l'égide des dérogations accordées par l'autorité de contrôle prudentiel et de régler diverses questions techniques qui sont apparues dans l'intervalle, notamment en cas de rupture ou d'inefficacité des opérations de couverture conclues dans ce cadre spécifique. Les principes comptables retenus devraient assurer une cohérence d'ensemble (afin que les comptes donnent une image fidèle des opérations de couverture traitées) et permettre aux établissements de mettre en œuvre des stratégies de couverture motivées uniquement par l'objectif économique de réduction du risque de taux et non par un éventuel arbitrage comptable. Tout en soulignant les différences importantes entre le régime comptable proposé et les normes IFRS appliquées pour les comptes consolidés, les nouvelles dispositions sur le traitement des cas de rupture volontaires ou involontaires devraient limiter les distorsions au niveau du compte de résultats avec le traitement des mêmes cas en IFRS. C'est notamment pour cette raison que, lorsque des flux futurs sont couverts, ceux-ci doivent à l'origine être hautement probables pour pouvoir qualifier l'opération de couverture dans les comptes (voir IAS39.88.c), tandis que le traitement comptable propre aux instruments de couverture pourra ensuite être maintenu aussi longtemps que les mêmes flux futurs restent probables (voir IAS39.101.c).

Les opérations de couverture visées ici sont le reflet de la gestion ALM par l'établissement de son exposition au risque de taux. A la différence des opérations de micro-couverture visées par le § 1^{er} de l'article 36bis, ces opérations portent : (a) sur un ensemble homogène ou non d'éléments couverts (par exemple en termes de duration ou de caractéristiques de taux) ; (b) lequel ensemble est évolutif dans le temps (par exemple en incluant de nouveaux prêts souscrits et en retirant d'autres prêts remboursés avant échéance) ; (c) et pour lequel les opérations de couverture sont également évolutives (pas nécessairement qualifiée comme telle dans les livres dès l'origine).

La nature particulière de ces opérations de couverture a conduit l'autorité de contrôle à autoriser une méthode de comptabilisation adaptée, différente de celles visées aux § 2 et 3 de l'article 36bis. Ainsi, les dérivés de couverture sont, pour ces opérations, repris parmi les droits et engagements dans les postes hors bilan pour leurs montants notionnels. Il s'ensuit que les variations positives et/ou négatives de la valeur de marché de ces instruments de macro-couverture ne sont reconnus ni en compte de résultats (comme prévu par le § 2 de l'article 36bis) ni dans un compte d'attente (comme prévu par le § 3 du même article). Les créances, dettes, charges ou produits d'intérêts résultant de ces instruments de couverture restent comptabilisés conformément aux autres dispositions de l'arrêté royal de 1992 (cela concerne notamment les intérêts courus, les primes d'option ou les appels de marge décaissés par l'établissement). Cette approche permet d'appliquer aux instruments de couverture un traitement comptable symétrique à celui des instruments couverts et, de cette manière, de délivrer une image comptable plus fidèle de la réalité économique sous-jacente. Le projet d'arrêté soumis à Votre signature formalise cette pratique comptable spécifique pour les opérations de couverture sus-décrites, en y consacrant une nouvelle disposition dans l'article 36bis.

Afin d'assurer un traitement comptable cohérent avec l'approche de base décrite ci-avant, il est également nécessaire de clarifier le régime applicable lorsque la couverture se révèle inefficace ou lorsque celle-ci est rompue volontairement ou non (par exemple en cas de cession ou de disqualification – en anglais de-designation - des instruments de couverture). A cet égard, l'approche qu'il est proposé d'adopter dans le projet d'arrêté consiste, lorsque ces événements surviennent, à mesurer la valeur de marché des instruments de couverture concernés et (en cas de cession, si cette valeur de marché constitue un résultat de couverture) à imputer cette valeur résiduelle éventuelle dans un compte d'attente. Ce compte d'attente est ensuite repris en résultats de manière symétrique aux éléments couverts (étalement). En l'occurrence, la période d'étalement en résultats du compte d'attente sera la plus courte entre la durée de couverture initialement prévue restant à courir et la durée résiduelle des éléments couverts. A cet égard, il est nécessaire de ne prendre en compte que la durée effective restante des éléments couverts. Cela implique que les établissements mettent en place des procédures de suivi afin de vérifier la subsistance sur le bilan des actifs couverts et la cohérence avec ceux-ci de la durée d'étalement en résultats retenue. Par ailleurs, les instruments de couverture maintenus au bilan seront prospectivement (à dater de la rupture ou de

Instrumenten), die echter de mogelijkheid biedt om de bepalingen van IAS39 die betrekking hebben op hedge accounting te blijven toepassen. In dit verband zij verwezen naar de versie van IAS39 die door de Europese Commissie is goedgekeurd voor toepassing in Europa (met "carve out").

Dit ontwerpbesluit strekt ertoe de boekhoudkundige praktijk die werd ontwikkeld in het kader van de afwijkingen die door de prudentiële toezichthouder worden verleend, bij reglement vast te leggen en verschillende technische kwesties te regelen die ondertussen naar voren zijn gekomen, met name in geval van ineffectiviteit van de in dit specifieke kader afgesloten dekkingsverrichtingen. De vastgestelde boekhoudkundige beginselen moeten de algehele samenhang waarborgen (zodat de jaarrekening een correct beeld geeft van de verwerkte dekkingsverrichtingen) en de instellingen in staat stellen dekkingsstrategieën toe te passen die uitsluitend zijn ingegeven door de economische doelstelling om het renterisico te beperken en niet door enige boekhoudkundige arbitrage. Hoewel er belangrijke verschillen zijn tussen het voorgestelde boekhoudstelsel en de IFRS-normen die voor de geconsolideerde jaarrekening worden toegepast, zouden de nieuwe bepalingen inzake de behandeling van gevallen van vrijwillige of onvrijwillige beëindiging de verschillen moeten beperken die op het niveau van de resultatenrekening kunnen worden vastgesteld met de IFRS-normen inzake de behandeling van dergelijke gevallen. Het is vooral om deze reden dat, wanneer toekomstige kasstromen worden gedekt, deze aanvankelijk zeer waarschijnlijk moeten zijn om de dekkingsverrichting in de rekeningen te kunnen kwalificeren (zie IAS39, 88.c), terwijl de boekhoudkundige verwerking die specifiek is voor dekkingsinstrumenten vervolgens kan worden gehandhaafd, zolang deze toekomstige stromen waarschijnlijk blijven (zie IAS39, 101.c).

De hier bedoelde dekkingsverrichtingen weerspiegelen het ALM-beheer van de instelling met betrekking tot haar blootstelling aan het renterisico. In tegenstelling tot de in artikel 36bis, § 1 bedoelde microdekkingsverrichtingen hebben deze verrichtingen betrekking op: (a) een al dan niet homogeen geheel van gedekte bestanddelen (bijvoorbeeld wat de looptijd of de rentekennmerken betreft); (b) dat in de tijd evolueert (bijvoorbeeld doordat er nieuwe leningen in worden opgenomen en andere leningen uit worden weggenomen die vóór de vervaldatum zijn terugbetaald); (c) en waarvoor de dekkingsverrichtingen ook evolueren (niet noodzakelijk vanaf het begin als zodanig in de boeken gekwalificeerd).

De bijzondere aard van deze dekkingsverrichtingen was voor de toezichthouder de aanleiding om een aangepaste boekhoudkundige methode toe te staan, die verschilt van de in §§ 2 en 3 van artikel 36bis bedoelde methoden. Zo worden de dekkingsderivaten voor deze verrichtingen voor hun notionele bedragen opgenomen onder de rechten en verplichtingen in de posten buiten balansstelling. Bijgevolg worden positieve en/of negatieve veranderingen in de marktwaarde van deze macrodekkingsinstrumenten niet opgenomen in de resultatenrekening (zoals bepaald in § 2 van artikel 36bis) of in een wachtrekening (zoals bepaald in § 3 van hetzelfde artikel). De vorderingen en schulden en de rentekosten of -opbrengsten die voortvloeien uit deze dekkingsinstrumenten worden verder geboekt in overeenstemming met de andere bepalingen van het koninklijk besluit van 1992 (dit betreft met name gelopen rente, optiepremies of door de instelling uitgekeerde margestortingen). Dankzij deze aanpak kan voor dekkingsinstrumenten een boekhoudkundige behandeling worden toegepast die symmetrisch is aan die van de gedekte instrumenten; op die manier kan een correcter boekhoudkundig beeld worden gegeven van de onderliggende economische realiteit. Het ontwerpbesluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, formaliseert deze specifieke boekhoudkundige praktijk voor de hierboven beschreven dekkingsverrichtingen door een nieuwe bepaling op te nemen in artikel 36bis.

Om ervoor te zorgen dat de boekhoudkundige verwerking in overeenstemming is met de hierboven beschreven basisbenadering, moet ook de regeling worden verduidelijkt die van toepassing is wanneer de dekking niet effectief blijkt te zijn of wanneer de dekking vrijwillig of onvrijwillig wordt beëindigd (bijvoorbeeld in geval van overdracht of diskwalificatie (in het Engels "de-designation") van de dekkingsinstrumenten). De in het ontwerpbesluit voorgestelde aanpak bestaat erin om, wanneer deze gebeurtenissen zich voordoen, de marktwaarde van de betrokken dekkingsinstrumenten te bepalen en (in geval van overdracht, indien deze marktwaarde een dekkingsresultaat vormt) deze eventuele restwaarde op te nemen in een wachtrekening. Deze wachtrekening wordt vervolgens symmetrisch met de gedekte bestanddelen in resultaat genomen (afschrijving). In dit geval is de periode van afschrijving in de resultatenrekening van de wachtrekening de kortste van de resterende oorspronkelijk vastgestelde looptijd van de dekking en de resterende looptijd van de gedekte bestanddelen. In dit verband mag alleen rekening worden gehouden met de resterende effectieve looptijd van de gedekte bestanddelen. Dit betekent dat de instellingen monitoringprocedures moeten instellen om te controleren of de gedekte activa effectief op de balans staan en of de vastgestelde periode van afschrijving in de resultatenrekening met deze

l'inefficacité constatée) comptabilisés à la valeur de marché par référence à la méthodologie prescrite par le § 2 de l'article 36bis.

Afin de garantir une application robuste des nouvelles dispositions de l'article 36bis, l'arrêté charge la Banque nationale de Belgique de définir par voie de circulaire les modalités d'application des principes énoncés ci-dessus. Le choix de la circulaire comme instrument d'exécution est motivé par le souci d'assurer des mises à jour techniques rapides pour tenir compte de l'évolution constante des pratiques bancaires et des normes internationales.

La mise en œuvre et le suivi des opérations de couverture dans le cadre de la gestion ALM et leur traduction comptable correcte sont particulièrement complexes et requièrent que les établissements mettent en place une gouvernance interne robuste, que ce soit en termes de processus de décision, de méthodologie de gestion, d'outils de contrôle ou de documentation des opérations. Ces exigences de gouvernance formaient un volet important des conditions posées par la Banque nationale de Belgique pour l'obtention des dérogations à l'article 36bis. Afin d'assurer une continuité sous cet angle et de veiller aux préoccupations prudentielles que ces opérations ne manquent pas de soulever, il est utile que l'application des nouvelles dispositions comptables soit soumise à un ensemble de conditions strictes et à l'autorisation préalable de la Banque nationale de Belgique. Cette dernière devra, dans ce cadre, préciser par circulaire les modalités de mise en œuvre de ces conditions et les procédures à suivre pour l'obtention de l'autorisation précitée, laquelle pourra être retirée ou suspendue en cas de manquement constaté par la Banque nationale de Belgique dans le cadre de son suivi prudentiel.

Compte tenu de la nature particulière des principes comptables applicables aux opérations visées ici, en particulier le fait que les instruments dérivés soient maintenus hors-bilan durant la période de couverture, il est important de donner aux lecteurs de comptes des informations complémentaires, concernant la politique de l'établissement en cette matière et les gains et pertes latents sur les instruments de couverture utilisés. Le projet d'arrêté modifie en ce sens diverses dispositions relatives aux annexes aux comptes annuels.

Il est proposé que les principes comptables édictés par le présent arrêté entrent en vigueur immédiatement et soient applicables à l'exercice comptable en cours à ce moment. Cela suppose que les dérogations précédemment accordées par la Banque nationale de Belgique restent en vigueur pendant un délai suffisant pour permettre aux établissements concernés d'obtenir l'autorisation précitée (sur base d'un dossier simplifié si l'établissement est déjà en conformité avec l'ensemble des conditions visées par la lettre uniforme de la Banque nationale de Belgique de 2014). Il est ainsi prévu que les dérogations individuelles à l'article 36bis accordées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valides jusqu'au 31 décembre 2022. Les établissements concernés qui souhaitent, au-delà de cette date, bénéficier de l'autorisation de la Banque nationale de Belgique devront donc introduire un dossier à cette fin dans les délais qui seront déterminés par la Banque nationale de Belgique.

Commentaire des articles

Article 1^{er}. Cet article a pour objet d'introduire dans l'article 36bis de l'arrêté royal un nouveau § 1^{er}bis consacré aux opérations de macrocouverture globale et dynamique du risque de taux relatives à des ensembles homogènes ou non (et par extension les opérations de couvertures liées à des opérations de titrisation) qui n'étaient précédemment permises que sur base d'une dérogation individuelle accordée par l'autorité de contrôle prudentiel. Cet article précise également les conditions auxquelles ces opérations doivent satisfaire pour pouvoir être traitées comptablement selon le régime de symétrie avec les éléments couverts; lequel régime est décrit dans le nouveau § 4 de l'article 36bis. Cet article a enfin pour objet d'adapter les §§ 2 et 3 de l'article 36bis afin de tenir compte des nouvelles dispositions insérées comme indiqué ci-avant

Art. 2. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Art. 3. Cet article modifie les dispositions relatives aux annexes des comptes annuels afin d'y préciser les nouvelles informations à communiquer par les établissements qui font application du nouveau § 4.

Art. 4. Cet article traite de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal et des mesures transitoires d'accompagnement pour les établissements qui bénéficiaient antérieurement d'une dérogation individuelle de la Banque nationale de Belgique.

activa in overeenstemming is. Bovendien moeten de dekkingsinstrumenten die op de balans blijven staan, prospectief (vanaf de datum van beëindiging of de datum waarop de ineffectiviteit wordt vastgesteld) tegen marktwaarde worden geboekt met toepassing van de methode van § 2 van artikel 36bis.

Om een degelijke toepassing van de nieuwe bepalingen van artikel 36bis te garanderen, wordt de Nationale Bank van België er door het voorliggende ontwerpbesluit mee belast om de wijze van toepassing van de hierboven uiteengezette beginselen bij circulaire vast te stellen. De keuze voor de circulaire als instrument om uitvoering te geven aan deze beginselen, is ingegeven door de bekommernis om op technisch vlak snel te kunnen actualiseren om rekening te houden met de voortdurende ontwikkeling van de bankpraktijken en de internationale normen.

De uitvoering en monitoring van dekkingsverrichtingen in het kader van het ALM-beheer en de correcte boekhoudkundige weergave ervan zijn bijzonder complex en vereisen dat de instellingen over een robuuste interne governance beschikken, of het nu gaat om besluitvormingsprocessen, beheersmethodologie, controle-instrumenten of het documenteren van de verrichtingen. Deze governancevereisten vormen een belangrijk onderdeel van de voorwaarden die de Nationale Bank van België had opgelegd voor het verkrijgen van afwijkingen van artikel 36bis. Om in dit opzicht de continuïteit te waarborgen en om tegemoet te komen aan de prudentiële bezorgdheden die deze verrichtingen onvermijdelijk met zich meebrengen, dient de toepassing van de nieuwe boekhoudkundige bepalingen onderworpen te worden aan een reeks strikte voorwaarden en aan de voorafgaande toestemming van de Nationale Bank van België. De Nationale Bank van België zal in een circulaire moeten aangeven hoe deze voorwaarden moeten worden toegepast en welke procedures moeten worden gevolgd voor het verkrijgen van de bovengenoemde toestemming, die kan worden ingetrokken of opgeschort wanneer de Nationale Bank van België in het kader van haar prudentieel toezicht een inbreuk vaststelt.

Gelet op de bijzondere aard van de boekhoudkundige beginselen die van toepassing zijn op de betrokken verrichtingen, in het bijzonder het feit dat derivaten tijdens de dekkingsperiode buiten de balans worden gehouden, is het van belang dat aan de lezers van de jaarrekening aanvullende informatie wordt verschaft over het beleid dat de instelling in dit verband voert en over de latente winsten en verliezen op de gebruikte dekkingsinstrumenten. Het ontwerpbesluit wijzigt hiertoe verschillende bepalingen met betrekking tot de toelichtingen bij de jaarrekening.

Er wordt voorgesteld de in dit ontwerpbesluit vastgestelde boekhoudkundige beginselen onmiddellijk in werking te laten treden en van toepassing te verklaren op het lopende boekjaar. Dit betekent dat de afwijkingen die eerder door de Nationale Bank van België werden verleend, voldoende lang van kracht blijven om de betrokken instellingen in staat te stellen de voornoemde toestemming te verkrijgen (op basis van een vereenvoudigd dossier indien de instelling reeds voldoet aan alle voorwaarden die in de uniforme brief van de Nationale Bank van België van 2014 worden genoemd). Zo is bepaald dat de afwijkingen van artikel 36bis vóór de inwerkingtreding van dit besluit op individuele basis heeft toegestaan, blijven gelden tot 31 december 2022. De betrokken instellingen die na die datum de toestemming van de Nationale Bank van België wensen te verkrijgen, moeten daartoe binnen de door de Nationale Bank van België vast te stellen termijn een dossier indienen.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1. Dit artikel strekt ertoe in artikel 36bis van het koninklijk besluit een nieuwe § 1bis in te voeren die gewijd is aan verrichtingen die bestemd zijn voor de algemene en dynamische macrodekking van het renterisico en die betrekking hebben op al dan niet homogene gehelen (en bij uitbreiding dekkingsverrichtingen die verband houden met effectiseringsverrichtingen) die voorheen enkel waren toegestaan indien de prudentiële toezichthouder daartoe een individuele afwijking had verleend. In dit artikel worden ook de voorwaarden gespecificeerd waaraan deze verrichtingen moeten voldoen om boekhoudkundig te kunnen worden verwerkt volgens hetzelfde stelsel als de gedekte bestanddelen, dat beschreven wordt in de nieuwe § 4 van artikel 36bis. Dit artikel heeft ten slotte tot doel §§ 2 en 3 van artikel 36bis aan te passen om rekening te houden met de nieuwe bepalingen die werden ingevoegd zoals hierboven vermeld.

Art. 2. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Art. 3. Dit artikel wijzigt de bepalingen betreffende de toelichtingen bij de jaarrekening om er de nieuwe gegevens in op te nemen die moeten worden meegedeeld door de instellingen die de nieuwe § 4 toepassen.

Art. 4. Dit artikel heeft betrekking op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit en bevat de begeleidende overgangsmaatregelen voor de instellingen die reeds een individuele afwijking van de Nationale Bank van België hebben verkregen.

Art. 5. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui vous est soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

29 AOÛT 2021. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, l'article 106, § 1^{er}, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif ;

Vu l'avis de la Banque nationale de Belgique, donné le 13 avril 2021 ;

Vu la consultation des associations professionnelles ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, prolongé de quinze jours, adressée au Conseil d'État le 17 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence d'avis donné au terme de ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. À l'article 36bis de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « qualifiée de couverture » sont remplacés par les mots « qualifiée de microcouverture » ;

2^o il est inséré un paragraphe 1^{er}bis rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Pour l'application du présent article, il faut entendre par opérations à terme de taux qualifiées de macro-couverture, les opérations à termes conclues dans le cadre de la gestion globale du risque de taux d'intérêt de l'établissement (dite ALM) et qui ont pour but ou pour effet de compenser ou de réduire le risque portant sur un ensemble homogène ou non et évolutif d'actifs, de passifs, de droits et/ou d'engagements hors bilan, ainsi que de flux futurs hautement probables, au regard de leur sensibilité aux variations de taux d'intérêt. Ces opérations de couverture peuvent être comptabilisées selon les principes décrits ci-après au paragraphe 4 si l'établissement a obtenu une autorisation préalable de la Banque nationale de Belgique à cette fin et satisfait en continu aux conditions suivantes :

1^o ces opérations ont pour objectif la réduction du risque de taux d'intérêt auquel l'établissement est exposée ou la couverture de flux futurs hautement probables ;

2^o l'établissement dispose d'une organisation interne adéquate pour la gestion et le contrôle du risque de taux, ainsi que pour la traduction fidèle dans ses comptes des opérations y afférentes, conformément au présent arrêté ;

3^o l'établissement tient une documentation détaillée relative à l'organisation interne précitée et contenant la politique de l'établissement en matière de gestion du risque de taux et de la couverture de celui-ci dans le cadre des opérations de couverture visées par la présente disposition ; cette documentation inclut l'identification des instruments de couverture qui, dans les livres, sont qualifiés comme étant affectés à la couverture, la nature du risque couvert ainsi que l'identification des éléments couverts concernés par type d'opérations de couverture ;

Art. 5. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat u wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

29 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursverenootschappen, artikel 106, § 1, tweede lid ;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging ;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België, gegeven op 13 april 2021 ;

Gelet op de raadpleging van de beroepsverenigingen ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, verlengd met vijftien dagen, die op 17 juni 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat geen advies is verstrekt binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 36bis van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « als dekking bestemde » vervangen door de woorden « als microdekking bestemde » ;

2^o er wordt een paragraaf 1bis ingevoegd, luidende :

« § 1bis. Voor de toepassing van dit artikel moet worden verstaan onder « als macrodekking bestemde termijnrenteverrichtingen » de termijnverrichtingen die worden afgesloten in het kader van het algemeen beheer van het renterisico van de instelling (het zogenaamd ALM-beheer) en die tot doel of gevolg hebben het risico te compenseren of te beperken dat betrekking heeft op een al dan niet homogeen en in de tijd evoluerend geheel van activa, passiva, rechten en/of verplichtingen buiten balansstelling, alsook met betrekking tot zeer waarschijnlijke toekomstige kasstromen, ten aanzien van hun renteschommelingsgevoeligheid. Deze dekkingsverrichtingen kunnen overeenkomstig de in paragraaf 4 beschreven beginselen worden geboekt indien de instelling hiervoor voorafgaandelijk de toestemming van de Nationale Bank van België heeft verkregen en doorlopend aan de volgende voorwaarden voldoet :

1^o deze verrichtingen zijn bedoeld om het renterisico te verminderen waaraan de instelling is blootgesteld of om zeer waarschijnlijke toekomstige kasstromen te dekken ;

2^o de instelling beschikt over een passende interne organisatie voor het beheer van en het toezicht op het renterisico en voor de correcte weergave in haar jaarrekening van de desbetreffende verrichtingen overeenkomstig dit besluit ;

3^o de instelling houdt gedetailleerde documentatie bij over de bovengenoemde interne organisatie, die het beleid omvat van de instelling inzake het beheer van het renterisico en de dekking van dat risico in het kader van de in deze bepaling bedoelde dekkingsverrichtingen ; in die documentatie wordt een aanduiding opgenomen van de dekkingsinstrumenten die in de boeken als dekking zijn gekwalificeerd, de aard van het gedekte risico en de identificatie van de betrokken gedekte bestanddelen per soort dekkingsverrichting ;

4° les opérations de couverture sont hautement efficaces et l'établissement dispose d'une organisation interne, de méthodes, de critères et d'outils de contrôle adéquats pour le suivi de l'efficacité de la couverture et l'adoption des mesures correctrices nécessaires lorsque l'efficacité n'est plus assurée tant sur base rétrospective que prospective. Si les dérivés ont pour objectif la couverture de flux futurs, ces flux doivent être hautement probables. L'efficacité de la couverture doit être vérifiée au moins sur base trimestrielle.

Par extension, les opérations ayant pour objectif la gestion du risque de taux sans prise de risque supplémentaire, lorsqu'elles sont conclues en tant que composante d'une titrisation effectuée dans le cadre de la gestion du risque de liquidité avec un véhicule consolidé par l'établissement de crédit, sont traitées de manière comparable aux opérations de couverture visées à l'alinéa précédent mais sont soumises à des conditions propres en termes d'autorisation, d'organisation, de documentation interne et de suivi spécifique pour vérifier la neutralité en continu de ces opérations sur le risque de taux global de l'établissement.

La Banque nationale de Belgique définit par voie de circulaire les modalités pratiques d'application des conditions précitées en ce compris le type d'instruments de couverture éligibles ainsi que les modalités à remplir pour l'obtention de l'autorisation précitée. Elle impose des conditions complémentaires pour l'octroi ou le maintien de l'autorisation précitée, lorsque celles-ci sont rendues nécessaires par la situation individuelle de l'établissement ou les conditions du marché. Lorsqu'elle constate un manquement aux conditions précitées, la Banque nationale de Belgique peut exiger de l'établissement qu'il adopte les mesures correctrices nécessaires dans le délai qu'elle détermine. S'il n'est pas remédié au manquement, la Banque nationale de Belgique peut retirer ou suspendre l'autorisation. » ;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou plus » sont abrogés ;

4° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « conformément au paragraphe 1^{er} » sont insérés entre les mots « couverture affectée » et les mots « sont, lors de la liquidation quotidienne » ;

b) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de couverture » sont remplacés par les mots « de micro-couverture »

c) dans la version française de l'alinéa 1^{er}, les mots « de couverture affectée » sont abrogés ;

d) dans l'alinéa 2, les mots « de couverture » sont remplacés par les mots « de micro-couverture »

e) dans l'alinéa 2 la phrase « Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux contrats d'options de taux d'intérêt qualifiés de couverture affectée même en l'absence de liquidation quotidienne des marges débitrices et créditrices. » est abrogée ;

f) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux opérations à terme de taux d'intérêt qualifiées de micro-couverture affectée même en l'absence de liquidation quotidienne des marges débitrices et créditrices. Sauf lorsque l'élément couvert est évalué au cours du marché, les établissements peuvent toutefois comptabiliser ces opérations à terme de taux qualifiées de micro-couvertures conformément au paragraphe 4 du présent article. Dans ce dernier cas, ces établissements en font mention dans l'annexe conformément au paragraphe 5 du présent article. Cette mention est faite globalement pour l'ensemble des opérations de micro-couverture, mais séparément des mentions relatives aux opérations de macro-couverture. » ;

g) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les opérations à terme de taux d'intérêt qui ne remplissent plus les conditions pour être qualifiées d'opérations de couverture au sens du paragraphe 1^{er} du présent article sont évaluées à leur valeur de marché à la date de clôture des comptes, et cette valorisation fait l'objet d'une imputation en compte de résultats, soit intégralement à la même date si l'élément couvert a disparu, soit symétriquement aux résultats constatés sur l'élément couvert conformément aux prescriptions du paragraphe 4, 3° et 4°, et, par analogie avec le paragraphe 4, 5°, lorsqu'il n'est plus satisfait au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, c. Ces instruments, s'ils restent dans le patrimoine de l'établissement, sont ensuite, et de manière prospective, comptabilisés conformément au paragraphe 2 du présent article. » ;

4° de dekkingsverrichtingen zijn zeer effectief en de instelling beschikt over een passende interne organisatie en over passende methoden, criteria en controle-instrumenten om de effectiviteit van de dekking te monitoren en de nodige corrigerende maatregelen te nemen wanneer de effectiviteit retroactief en prospectief niet langer is gewaarborgd. Als de derivaten tot doel hebben toekomstige kasstromen te dekken, moeten deze kasstromen zeer waarschijnlijk zijn. De effectiviteit van de dekking moet ten minste op kwartaalbasis worden geverifieerd.

Bij uitbreiding worden verrichtingen die tot doel hebben het renterisico te beheeren zonder extra risico's te nemen en die worden afgesloten als onderdeel van een effectivering die wordt uitgevoerd in het kader van het beheer van het liquiditeitsrisico met een door de kredietinstelling geconsolideerd vehikel, op vergelijkbare wijze verwerkt als de in het vorige lid bedoelde dekkingsverrichtingen, maar zijn zij onderworpen aan specifieke voorwaarden op het gebied van toestemming, organisatie, interne documentatie en specifieke monitoring om de neutraliteit van deze verrichtingen ten aanzien van het totale renterisico van de instelling doorlopend te verifiëren.

De Nationale Bank van België stelt in een circulaire de praktische regels voor de toepassing van de bovengenoemde voorwaarden vast, met inbegrip van het soort dekkingsinstrumenten dat in aanmerking komt en de procedure die moet worden gevolgd om de bovengenoemde toestemming te verkrijgen. Zij legt aanvullende voorwaarden op voor het verkrijgen of het behouden van deze toestemming wanneer de individuele situatie van de instelling of de marktvoorwaarden dit vereisen. Wanneer de Nationale Bank van België vaststelt dat niet aan de bovengenoemde voorwaarden is voldaan, kan zij eisen dat de instelling binnen de door haar vast te stellen termijn de nodige corrigerende maatregelen neemt. Indien de tekortkoming niet wordt verholpen, kan de Nationale Bank van België de toestemming intrekken of opschorten. » ;

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « of niet meer » geschrapt;

4° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden « overeenkomstig paragraaf 1 » ingevoegd tussen de woorden « termijnverrichtingen die » en de woorden « als dekking zijn bestemd » ;

b) in het eerste lid worden de woorden « dekking » vervangen door de woorden « microdekking » en de woorden « dekkingsverrichting » door de woorden « microdekkingsverrichting » ;

c) in de Franse versie van het eerste lid worden de woorden « de couverture affectée » geschrapt;

d) in het tweede lid wordt het woord « dekkingsverrichtingen » vervangen door het woord « microdekkingsverrichtingen » ;

e) in het tweede lid wordt de zin « De voorschriften van deze paragraaf gelden voor als dekking bestemde renteoptieovereenkomsten zelf indien de debet- en creditmarges niet dagelijks worden vereffend. » geschrapt;

f) tussen het tweede en derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

“De voorschriften van deze paragraaf gelden voor de als microdekking bestemde termijnrenteverrichtingen, zelfs indien de debet- en creditmarges niet dagelijks worden vereffend. Behalve wanneer het gedekte bestanddeel tegen marktcoers wordt gewaardeerd, mogen de instellingen deze als microdekking bestemde termijnrenteverrichtingen echter boeken overeenkomstig paragraaf 4 van dit artikel. In dat geval vermelden deze instellingen dit in de toelichting, overeenkomstig paragraaf 5 van dit artikel. Deze vermelding wordt voor de microdekkingsverrichtingen geaggregeerd maar afzonderlijk van de vermeldingen voor macrodekkingsverrichtingen in de toelichting opgenomen.” ;

g) paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Termijnrenteverrichtingen die niet meer voldoen aan de voorwaarden om als dekkingsverrichtingen in de zin van paragraaf 1 van dit artikel te worden gekwalificeerd, worden op de balansdatum tegen marktwaarde gewaardeerd en deze waardering wordt ofwel integraal op dezelfde datum in resultaat genomen indien het gedekte bestanddeel is verdwenen, ofwel symmetrisch met de vastgestelde resultaten op het gedekte bestanddeel, in overeenstemming met de voorschriften van paragraaf 4, 3° en 4°, en, naar analogie met paragraaf 4, 5° wanneer niet langer aan paragraaf 1, tweede lid, c, is voldaan. Indien deze instrumenten tot het vermogen van de instelling blijven behoren, worden zij vervolgens prospectief geboekt overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel.” ;

5° l'article est complété par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 4. Les opérations visées au paragraphe 1^{er}bis sont comptabilisées selon les principes suivants :

1° les instruments couverts affectés aux opérations de macro-couverture visées au paragraphe 1^{er}bis sont évalués et comptabilisés en application des dispositions qui les concernent du présent arrêté.

2° aussi longtemps qu'ils sont qualifiés dans les livres comme étant affectés à la couverture, les instruments de couverture correspondants sont repris parmi les droits et engagements dans les postes hors bilan pour leurs montants notionnels et suivent un traitement symétrique à celui des instruments couverts ; les créances, dettes, et charges et produits d'intérêts résultant de ces instruments de couverture sont comptabilisés conformément aux autres dispositions du présent arrêté ;

3° les instruments de macro-couverture qui cessent d'être qualifiés comme tels dans les livres, mais qui restent dans le patrimoine de l'établissement sont évalués à leur valeur de marché à ce moment et repris à cette valeur au bilan dans une rubrique d'actif ou de passif selon le cas ; cette valeur est, en contrepartie, imputée à un compte d'attente ouvert parmi les comptes de régularisation ; le solde de ce compte est imputé au compte de résultats de manière symétrique à l'imputation des produits ou charges du ou des éléments couverts, sur la durée la plus courte entre (i) la durée de couverture initialement prévue restant à courir, et (ii) la durée résiduelle effective des éléments couverts ; ces instruments sont ensuite, et de manière prospective, comptabilisés conformément au paragraphe 2 du présent article ;

4° pour les instruments de macro-couverture qui quittent le patrimoine de l'établissement, la valeur de marché résiduelle est, pour autant qu'elle puisse être assimilée à un résultat de couverture, imputée à un compte d'attente ouvert parmi les comptes de régularisation ; le solde de ce compte est imputé au compte de résultats de manière symétrique à l'imputation des produits ou charges du ou des éléments couverts, sur la durée la plus courte entre (i) la durée de couverture initialement prévue restant à courir, et (ii) la durée résiduelle effective des éléments couverts. Lorsqu'elle ne peut être assimilée à un résultat de couverture, la valeur de marché résiduelle, est directement portée en compte de résultats ;

5° les opérations qui ne remplissent plus le critère de haute efficacité sur base des tests réalisés en application du paragraphe 1^{er}bis, 4°, ne peuvent plus être qualifiées de couverture et doivent être traitées conformément au point 3° ou 4° selon que les instruments de couverture restent ou non dans le patrimoine de l'établissement, sauf en cas de disparition des éléments couverts ou si les flux futurs couverts ne sont plus probables ; dans ce dernier cas, les instruments de couverture qui restent dans le patrimoine de l'établissement perdent leur qualification et leur valeur de marché résiduelle est imputée au compte de résultats conformément au paragraphe 2 du présent article ;

6° les opérations de couverture assimilées, telles que visées au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 2, dont la neutralité sur le risque de taux global de l'établissement ne peut plus être démontrée sont traitées conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

La Banque nationale de Belgique détermine par circulaire les modalités d'application du présent paragraphe.

§ 5. Les établissements qui ont obtenu une ou plusieurs autorisations visées au paragraphe 1^{er}bis en font mention en annexe de leurs comptes annuels. Cette mention inclut également une description des instruments faisant l'objet d'une couverture, des risques économiques couverts et des méthodes de couverture mises en place en ce compris la mesure de leur efficacité. ».

Art. 2. Dans l'article 38 du même arrêté, les mots « Commission bancaire et financière et des assurances » sont remplacés par les mots « Banque nationale de Belgique ».

Art. 3. Dans le chapitre 1^{er}, section 3, de l'annexe au même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}, les mots « et 36bis, § 5, » sont insérés entre les mots « 35ter, § 1^{er}, alinéa 3 et § 5, alinéa 5, » et les mots « l'annexe comprend les renseignements suivants » ;

5° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 4 en 5, luidende:

“§ 4. De in paragraaf 1bis bedoelde verrichtingen worden geboekt overeenkomstig de volgende beginselen:

1° de gedekte instrumenten die als macrodekkingsverrichtingen als bedoeld in paragraaf 1bis zijn aangewezen, worden gewaardeerd en geboekt overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van dit besluit.

2° zolang zij in de boeken worden gekwalificeerd als dekking, worden de overeenkomstige macrodekkingsinstrumenten voor hun notionele bedragen opgenomen onder de rechten en verplichtingen in de posten buiten balanstelling en worden zij op dezelfde wijze verwerkt als de gedekte instrumenten; de vorderingen, schulden, rentekosten en -opbrengsten die voortvloeien uit deze dekkingsinstrumenten worden geboekt overeenkomstig de andere bepalingen van dit besluit;

3° macrodekkingsinstrumenten die niet langer als zodanig in de boeken zijn gekwalificeerd, maar wel tot het vermogen van de instelling blijven behoren, worden gewaardeerd tegen hun marktwaarde op dat moment en worden tegen die waarde in de balans opgenomen onder een actief- of passiefpost, naar gelang van het geval; deze waarde wordt als tegenwaarde opgenomen in een wachtrekening onder de overlopende rekeningen; het saldo van deze rekening wordt symmetrisch met de toerekening van de kosten of opbrengsten van het of de gedekte bestanddelen in resultaat genomen over de kortste looptijd van (i) de resterende oorspronkelijk vastgestelde looptijd van de dekking en (ii) de effectieve resterende looptijd van de gedekte bestanddelen; deze instrumenten worden vervolgens prospectief geboekt in overeenstemming met paragraaf 2 van dit artikel;

4° voor macrodekkingsinstrumenten die niet langer tot het vermogen van de instelling behoren, wordt de resterende marktwaarde, voor zover deze met een dekkingsresultaat kan worden gelijkgesteld, opgenomen in een wachtrekening onder de overlopende rekeningen; het saldo van deze rekening wordt symmetrisch met de toerekening van de kosten of opbrengsten van het of de gedekte bestanddelen in resultaat genomen over de kortste looptijd van: i) de resterende oorspronkelijk vastgestelde looptijd van de dekking, en ii) de effectieve resterende looptijd van de gedekte bestanddelen. Wanneer de resterende marktwaarde niet met een dekkingsresultaat kan worden gelijkgesteld, wordt ze rechtstreeks in resultaat genomen;

5° verrichtingen die niet langer voldoen aan het criterium van hoge effectiviteit op basis van de overeenkomstig paragraaf 1bis, 4°, uitgevoerde tests, mogen niet langer als dekking worden gekwalificeerd en moeten worden verwerkt overeenkomstig punt 3° of 4°, afhankelijk van het feit of de dekkingsinstrumenten al dan niet tot het vermogen van de instelling blijven behoren, behalve wanneer de gedekte bestanddelen verdwijnen of de gedekte toekomstige kasstromen niet langer waarschijnlijk zijn; in dit laatste geval verliezen de dekkingsinstrumenten die tot het vermogen van de instelling blijven behoren hun kwalificatie en wordt hun resterende marktwaarde in resultaat genomen overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel;

6° gelijkgestelde dekkingsverrichtingen als bedoeld in paragraaf 1bis, tweede lid, waarvan de neutraliteit ten aanzien van het totale renterisico van de instelling niet meer kan worden aangetoond, worden verwerkt overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 2 van dit artikel.

De Nationale Bank van België stelt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf bij circulaire vast.

§ 5. Instellingen die een of meer van de in paragraaf 1bis bedoelde toestemmingen hebben verkregen, vermelden dit in de toelichting bij hun jaarrekening. Aan deze vermelding wordt ook een beschrijving toegevoegd van de gedekte instrumenten, de gedekte economische risico's en de gebruikte dekkingsmethoden, met inbegrip van hun effectiviteit. ».

Art. 2. In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de woorden “Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen” vervangen door de woorden “Nationale Bank van België”.

Art. 3. In hoofdstuk I, afdeling 3 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin van het eerste lid worden de woorden « en 36bis, § 5, » ingevoegd tussen de woorden « 35ter, § 1, derde lid en § 5, vijfde lid, » en de woorden « worden in de toelichting de hierna volgende gegevens opgenomen »;

2° la rubrique XXIV est complétée par un alinéa rédigé comme suit:

« Quant aux opérations de couverture visées au paragraphe 1^{er}bis et, le cas échéant, au paragraphe 3, alinéa 3 de l'article 36bis:

A. Un relevé reprenant par type de couverture (micro-couverture ou macro-couverture, couverture de juste valeur ou couverture de flux de trésorerie), et par nature d'instruments financiers, les montants suivants évalués à la date de clôture:

1. le montant des notionnels de référence à recevoir et à livrer;

2. la valeur de marché réelle à la fin de la période des instruments de couverture, comparée à leur valeur comptable en spécifiant la partie relative aux proratas d'intérêts courus enregistrés en compte de régularisation et ventilés entre actif et passif;

B. Par type de couverture visé au point A, le montant d'inefficacité de la couverture non reconnue en compte de résultats, avec indication de la méthode de calcul utilisée.

C. Un relevé identique à celui repris en B portant sur les opérations assimilées visées à l'article 36bis, paragraphe 1^{er}bis, alinéa 2, accompagné d'une mention nominative des véhicules de titrisation avec lesquels ces opérations sont conclues.

D. Une description des instruments financiers qui ont perdu la qualification d'opération de couverture mais qui restent dans le patrimoine de l'établissement en précisant le type de couverture (micro-couverture ou macro-couverture, couverture de juste valeur ou couverture de flux de trésorerie), leur classification actuelle (portefeuille bancaire ou de négociation) et les instruments initialement couverts. Cette description s'accompagnera d'un relevé reprenant à la date de clôture le solde du compte d'attente restant à amortir par application du paragraphe 4, 3° ou 4° ventilé par durée résiduelle.

E. Le solde des évaluations à valeur de marché constatées sur des instruments de couverture ayant quitté le patrimoine mais constituant un résultat de couverture et amorti symétriquement aux produits et charges couverts selon les prescriptions du paragraphe 4, 4° de l'article 36bis ; ce solde sera ventilé par échéance et le type d'instruments couverts sera précisé. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Les modifications relatives aux annexes aux comptes sont applicables au plus tard à partir du premier exercice comptable débutant après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les dérogations individuelles à l'article 36bis de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif accordées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté en vertu de l'article 38 dudit arrêté, restent valables jusqu'au 31 décembre 2022.

Art. 5. Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 août 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

2° rubriek XXIV wordt aangevuld met een lid, luidende:

« Wat de dekkingsverrichtingen als bedoeld in paragraaf 1bis en, in voorkomend geval, in paragraaf 3, derde lid 3 van artikel 36bis betreft:

A. Een opgave, per soort dekking (microdekking of macrodekking, dekking tegen reële waarde of kasstroomdekking) en per soort financiële instrumenten, van de volgende bedragen die gewaardeerd zijn op de balansdatum:

1. het bedrag van de te ontvangen en te leveren notionele refertebedragen;

2. de reële marktwaarde op het einde van de looptijd van de dekkingsinstrumenten, in vergelijking met hun boekwaarde, met vermelding van het gedeelte dat betrekking heeft op de prorata van gelopen rente die in de overlopende rekeningen is opgenomen en die is uitgesplitst naar activa en passiva;

B. Per soort dekking als bedoeld in punt A, het bedrag van de ineffectiviteit van de dekking die niet in resultaat is genomen, met vermelding van de gebruikte berekeningsmethode.

C. Een opgave die identiek is aan die in B, van de gelijkgestelde verrichtingen als bedoeld in artikel 36bis, paragraaf 1bis, tweede lid, met vermelding van de namen van de effectiseringsvehikels waarmee deze verrichtingen zijn afgesloten.

D. Een beschrijving van de financiële instrumenten die niet langer als dekkingsverrichting kunnen worden gekwalificeerd, maar die tot het vermogen van de instelling blijven behoren, met vermelding van het soort dekking (microdekking of macrodekking, dekking tegen reële waarde of kasstroomdekking), hun huidige classificatie (bank- of handelsportefeuille) en de oorspronkelijk gedekte instrumenten. Bij deze beschrijving wordt een opgave gevoegd van het op de balansdatum overeenkomstig paragraaf 4, 3° of 4° nog af te schrijven saldo van de wachtrekening, uitgesplitst naar resterende looptijd.

E. Het saldo van de waarderingen tegen marktwaarde van dekkingsinstrumenten die niet langer tot het vermogen behoren, maar dat een dekkingsresultaat vormt en symmetrisch met de gedekte opbrengsten en kosten wordt afgeschreven overeenkomstig de voorschriften van paragraaf 4, 4° van artikel 36bis; dit saldo moet worden uitgesplitst naar looptijd en het soort gedekte instrumenten moet worden gespecificeerd. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De wijzigingen met betrekking tot de toelichtingen bij de jaarrekening zijn van toepassing ten laatste vanaf het eerste boekjaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Afwijkingen van artikel 36bis van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging die vóór de inwerkingtreding van dit besluit individueel zijn verleend krachtens artikel 38 van ditzelfde besluit, blijven geldig tot 31 december 2022.

Art. 5. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 augustus 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM